

Tractations tous azimuts sur la crise malienne

► **Mali** Après les violents affrontements, les rebelles se retrouvent à Ouagadougou

► **Touareg et islamistes seraient prêts à négocier**

Boris Mabillard OUAGADOUGOU

Dans le lobby de l'hôtel Laïko, des petits groupes de Touareg se saluent lorsqu'ils passent lentement entre le restaurant et le bar. Enturbannés de bleu ou de blanc, très dignes, les hommes du désert ne passent pas inaperçus dans la capitale du Burkina Faso, Ouagadougou, dont ils ont fait une base arrière pour négocier avec la communauté internationale.

Blaise Compaoré, le président burkinabé, a proposé la médiation de son pays dans la crise que traverse le Mali depuis la chute de son gouvernement et la sécession du territoire de l'Azawad, en mars dernier. Le prestigieux quartier de Ouaga 2000, où se trouvent la présidence, les résidences des ministres et des hommes d'affaires et l'hôtel Laïko, accueille ce samedi un sommet ouest-africain sur le Mali, mais en coulisses, les acteurs de la crise malienne sont déjà à pied d'œuvre.

Costume sombre et cravate, un membre du gouvernement burkinabé qui préfère garder l'anonymat explique le sens de la médiation: «La situation au Mali nous préoccupe. Nous avons une longue frontière avec notre voisin, et les troubles là-bas auront des conséquences chez nous. C'est pour cela que nous aidons les parties en présence à trouver un arrangement. La paix sera profitable pour les Maliens et pour nous.»

Les autorités du Burkina Faso, qui ont déjà accueilli plus de 60 000 réfugiés, craignent que l'instabilité ne fasse tache d'huile: «Les groupes terroristes ne se contenteront pas du Mali du Nord. Nous ne pouvons laisser une bande

de criminels agir à sa guise à nos frontières», ajoute-t-il.

De l'autre côté de la frontière, dans le nord du Mali, les différents groupes rebelles se disputent le contrôle de l'Azawad et de ses trois localités principales, Tombouctou, Kidal et Gao. Après avoir fait front commun contre l'armée malienne, les groupes proches d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et la milice d'Ansar Eddine se sont retournés contre le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNL). Lundi 2 juillet, les combattants islamistes ont chassé les troupes du MNL de Gao, la dernière localité importante qu'ils tenaient encore. Cette défaite militaire a porté un coup aux ambitions indépendantistes du MNL, mais les cadres du parti présents à Ouagadougou espèrent renverser la vapeur sur le terrain diplomatique.

Les Touareg sont «ouverts au dialogue avec Bamako. Une autonomie relative nous suffirait»

Au centre de Ouagadougou, un des chefs du MNL, Ibrahim ag Mohammed Asalleh, a établi ses quartiers dans un hôtel sans fard. Il y reçoit les émissaires des tribus touareg et des Etats de l'Afrique de l'Ouest: «Je ne veux pas me mêler avec les envoyés d'Ansar Eddine, et les autres terroristes qui sont au Laïko.» Depuis qu'ils ont perdu Gao, les cadres du MNL ont changé de ton: plus question de s'entendre avec les islamistes. Ils s'efforcent pour convaincre la communauté internationale et les autorités maliennes de les épauler. Même l'indépendance de l'Azawad n'est plus une condition sine qua non: «Nous sommes ouverts au dialogue avec Bamako, précise le leader touareg. Une autonomie relative nous suffirait, à condition que nous puissions prendre en main notre destin.»

Au Laïko, où ils sont logés, invités par le gouvernement, les membres de la délégation d'Ansar Eddine essaient de faire oublier les destructions de Tombouctou.



Touareg au Burkina Faso. Ouagadougou, qui accueille 60 000 réfugiés, craint que l'instabilité malienne ne fasse tache d'huile. CAMP DE DEMBA, 4 JUILLET 2012

Barbe fournie, visage enturbanné d'un voile blanc, Cheikh ag Awassa reçoit dans sa chambre luxueuse du 5e étage. Au-dessus de lui une reproduction montre des danseuses en tutu, un Touareg lui apporte un café et l'appelle respectueusement cheikh comme s'il s'agissait d'un dignitaire religieux. Il veut convaincre Bamako et la communauté internationale d'abandonner l'idée d'une intervention militaire: «La communauté internationale n'a rien à craindre d'Ansar Eddine. Nous ne sommes pas djihadistes,

nous ne voulons même pas l'indépendance de l'Azawad. Notre seule revendication concerne l'islam. Nous voulons que la charia s'applique à tous les Maliens.» La rumeur circule que le chef d'AQMI aurait été tué à Gao, mais Cheikh ag Awassa refuse de commenter: «Nous n'avons rien à voir avec AQMI. Al-Qaïda est un problème qui ne concerne pas que le Mali. C'est le problème des Occidentaux. S'ils veulent faire la guerre à AQMI, qu'ils la fassent, mais pas au Mali.» Vendredi, deux représentants du

Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) étaient attendus avant le sommet de samedi. D'ores et déjà, le MNL refuse d'y participer: «Nous refusons de négocier avec des Etats qui négocient avec des terroristes. Le Mujao n'existe pas, il s'agit d'AQMI, seul le nom diffère», explique Ibrahim ag Mohammed Asalleh. Un Touareg confirme, il est de retour de Gao, où il s'est battu contre des combattants du Mujao: «Il y avait parmi eux une quinzaine d'hommes de Boko Haram (les islamistes

nigériens) et des combattants étrangers d'AQMI.»

Jeudi, le Conseil de sécurité des Nations unies a appelé à des sanctions contre les groupes islamistes qui occupent l'Azawad, et a demandé aux Etats de la Cédéao d'apporter des précisions sur leur projet militaire au Mali. La réunion qui débute ce samedi décidera de la pertinence d'une intervention armée, en l'absence du chef du gouvernement malien par intérim, Dioncounda Traoré, soigné à Paris après une agression, le 23 mai dernier.

«Au moins, ici, je peux dormir sans avoir peur»

► **Le HCR manque de fonds pour venir en aide aux réfugiés**

Le vieil homme montre les tentes d'un geste las: «Nous sommes ici depuis six mois, et nos conditions de vie ne s'améliorent pas.» Damba, l'un des camps qui hébergent les réfugiés maliens au Burkina Faso, à une cinquantaine de kilomètres de la frontière malienne, fait triste mine dans les bourrasques de sable. C'est la saison des grands vents, et certains des abris n'ont pas résisté à la tempête. A l'occasion d'une visite de son ambassadrice de bonne volonté, Barbara Hendricks, vendredi, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a appelé ses donateurs à ne pas oublier le sort des exilés maliens.

Les premiers réfugiés sont arrivés en janvier et depuis, avec l'intensifi-

cation des violences au Mali, le flux ne s'est pas tari. Le HCR a enregistré 65 000 exilés au Burkina Faso, 86 200 en Mauritanie et 44 000 au Niger. Mais il faut ajouter, précise Ibrahima Coly, représentant du HCR pour le Burkina Faso, «les réfugiés en Algérie qui ne sont pas officiellement enregistrés et les 150 000 déplacés à l'intérieur du Mali, auxquels nous n'avons pas accès». En tout, près de 400 000 personnes, que le spectre des violences et les difficultés humanitaires ont chassées de chez elles.

Mahmoud ag Mohammed est arrivé le 3 juillet des environs de Tombouctou. Il a tout abandonné dans la crainte que les islamistes s'en prennent à lui et à sa famille: «Ils nous mènent la vie dure, c'est devenu intenable. A cause de la peur, les habitants se terrent chez eux. Les magasins ont fermé, l'activité s'est arrêtée. Il y a pénurie de

tout.» Il n'a pas encore reçu de tente du HCR, alors il s'est bricolé un abri de fortune à l'aide de draps et des voiles de sa femme: quatre mètres carrés pour lui, sa femme et leurs trois enfants. A chaque pluie, il démonte tout et prend refuge chez ses voisins.

Situation alarmante

Le HCR coordonne l'aide aux réfugiés en s'appuyant sur des partenaires avec d'autres agences onusiennes dont le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Unicef. Des ONG sont aussi impliquées qui, comme Médecins du monde et Médecins sans frontières (MSF), prennent en charge les soins médicaux. Marie Hortense Koudika, coordinatrice médicale chez MSF, dénonce une situation alarmante: «La saison des pluies commence et les abris ne sont pas adéquats. En fait, face à cette crise humanitaire,

les agences onusiennes ont montré beaucoup de lenteur au début. Depuis, la réponse s'organise, mais il faudrait faire plus.»

Hélène Caux, porte-parole régionale pour l'Afrique de l'Ouest au HCR, ne cache pas sa préoccupation: «Nous n'avons couvert que 22% de notre appel de fonds, 153 millions de dollars pour l'ensemble des réfugiés maliens. Les donateurs sont réticents. Faute d'une mobilisation plus importante, le HCR et la communauté humanitaire ne pourront pas continuer à aider les réfugiés.» Ni Mahmoud ag Mohammed ni personne dans le camp de Damba ne prévoit de rentrer prochainement: «Au moins, ici, je peux dormir sans avoir peur pour ma famille. Mais mes bêtes me manquent et je ne supporte pas de voir mes enfants désœuvrés et affamés.»

Bo. M. CAMP DE DAMBA



Le président roumain est destitué sous le regard inquiet de Bruxelles

► **Roumanie** Le jeune premier ministre Victor Ponta remporte une manche décisive dans le combat qui l'oppose à Traian Basescu

Dans la chaleur épicurienne de l'été bucarestois, un homme, Victor Ponta, jeune loup pressé de la politique en Roumanie, dont il dirige le gouvernement depuis tout juste



deux mois, est en passe de liquider la carrière d'un autre, le président Traian Basescu, 61 ans, ancien capitaine de marine marchande au style autoritaire, élu au sommet de l'Etat en 2004 puis reconduit en 2009.

Vendredi en fin de journée, le parlement roumain a voté la destitution du chef de l'Etat (248 voix sur 432), point d'orgue d'une procédure lancée seulement quarante-huit heures auparavant par l'hétéroclite coalition de centre gauche, l'Union sociale libérale (USL). Emmenée, entre autres, par Victor Ponta, elle est arrivée au pouvoir après avoir con-

gédié le précédent gouvernement de centre droit par une motion de censure le 27 avril. Une cohabitation à couteaux tirés débutait avec le président issu du Parti démocrate libéral (PDL) dans un contexte propice aux tensions. «Dans le régime semi-présidentiel de la Roumanie, on ne sait pas exactement où penche la balance des pouvoirs entre président et premier ministre», explique Antoine Heemeryck, anthropologue social et politique, maître de conférence à Bucarest.

Référendum nécessaire

Hier dans la matinée, la Cour constitutionnelle avait émis un avis ambigu au sujet de cette destitution, constatant que le président «n'a pas exercé de manière efficace sa fonction de médiateur entre les pouvoirs de l'Etat» et a «tenté de réduire le rôle et les prérogatives du premier ministre». En revanche, estime la cour,

il n'a pas violé la loi fondamentale, comme l'en accuse l'USL. Un avis mi-figue mi-raisin pour la forme: mercredi, tout à sa frénésie de décrets impérieux, le gouvernement de Victor Ponta a approuvé une ordonnance d'urgence qui octroie plus qu'un caractère consultatif aux appréciations de la cour.

Pour que Traian Basescu soit formellement démis, il faut encore que les Roumains se rendent aux urnes: un référendum doit être organisé sous trente jours, dont les règles ont été changées jeudi soir par une autre ordonnance d'urgence. D'après elle, il suffira que la proposition de destitution recueille la moitié des suffrages exprimés pour démettre le président, alors qu'une précédente loi de 2010 rendait nécessaire l'approbation d'une moitié du corps électoral. Cette décision n'est que l'ultime salve de procédés autoritaires ces derniers jours de

Victor Ponta – limogeage de hauts fonctionnaires, destitution des présidents des deux Chambres issus de l'opposition, pression contre les juges de la Cour constitutionnelle – dont l'impétuosité a fini par courroucer Washington, Paris, Berlin et Bruxelles.

Plus qu'une bataille politique

Hier, la Commission européenne qui, à la somme des embarras économiques et bancaires, voit s'ajouter une crise de plus, politique cette fois, s'est dite «préoccupée par les développements en Roumanie, notamment par les actions qui semblent destinées à limiter les pouvoirs d'institutions indépendantes comme la Cour constitutionnelle». Victor Ponta est d'ailleurs attendu jeudi prochain à Bruxelles pour y rencontrer le président de la Commission, José Manuel Barroso, à qui il a promis de «donner des garan-

ties». La Commission a également décidé de dépêcher deux fonctionnaires de son service juridique à Bucarest pour entendre les juges de la Cour constitutionnelle.

«Ce qui se passe en Roumanie est bien plus qu'une bataille politique ordinaire. Elle implique des institutions étatiques qui devraient pourtant être indépendantes», déplore Sorin Ionita, analyste pour le groupe de réflexion roumain Expert Forum. D'après lui, l'éviction de Traian Basescu n'est pas le fond de l'affaire. La condamnation récente d'Adrian Nastase, premier ministre de 2000 à 2004, à 2 ans de prison ferme pour corruption, un vice répandu au sein des élites politiques, «a été un choc terrible pour tous les politiciens de cette vaste majorité», avance l'analyste. C'est Adrian Nastase qui avait parrainé l'ascension politique de Victor Ponta. «Tous sont tellement effrayés qu'ils sont

prêts à tout pour reprendre le contrôle du pouvoir judiciaire afin de préserver une sorte d'immunité informelle», estime Sorin Ionita.

Antoine Heemeryck voit pour sa part dans «cette guerre institutionnelle» un «retour de balancier»: «Jusqu'à récemment, Traian Basescu et le PDL exerçaient une domination totale. Ils avaient vassalisé toutes les institutions.» A Bruxelles, on admet à mots couverts que le président a sa part de responsabilité dans ces tensions et que son bilan ne mérite pas d'être enjolivé.

«Il n'y a pas de clivage idéologique, corrobore Antonela Capelle-Pogacean, de Sciences Po Paris, mais deux camps qui combattent pour accaparer le pouvoir.» Cela, sous le regard désabusé des Roumains, accablés par la crise économique et une politique d'austérité impitoyable. **Angélique Mounier-Kuhn**
Collaboration Richard Werly